

## thèses et masters

Les thèses et masters 2 sont déposés à la bibliothèque Jean-Maitron du Centre d'histoire sociale du xx<sup>e</sup> siècle. On peut trouver les références et les cotes sur le site web du laboratoire à l'adresse suivante: <http://chs.univ-paris1.fr>  
rubrique Bibliothèque.



### Résumés des thèses soutenues 2006-2007

SINEY-LANGE Charlotte, *La politique médico-sociale de la MGEN: soigner autrement? 1947-1991*, Thèse sous la direction de M. Dreyfus, univ. Paris 1 CHS, 2006, 4 vol. 963 p., [T 1351 SIN 1 à 4]

Première mutuelle française en termes d'effectifs, la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (MGEN) regroupe 87,5 % des personnels de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Jeunesse et des Sports et de la Culture, soit quelque trois millions de personnes couvertes, au titre des régimes obligatoire ou complémentaire. Conformément au décret du 31 décembre 1946 sur les mutuelles de fonctionnaires, elle gère les prestations Sécurité sociale de ses adhérents. Organisée autour d'un siège national à Paris et de 101 sections départementales, elle a mis en place un réseau de 33 établissements médico-sociaux [A l'origine, 38 établissements ont été créés mais les établissements psychiatriques parisiens ont fusionné dans un Centre de santé Mentale de région parisienne (CSMRP), le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Par ailleurs, le centre de Blancheneige et la colonie de vacances de Guérigny ont été fermés, respectivement en 1999 et 2000]. Créée le 8 décembre 1946 à l'instigation des militants du Syndicat national des instituteurs (SNI), la MGEN est le fruit de la fusion de 130 sociétés de secours mutuels enseignantes, de rayonnement local ou national, apparues en France depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle représente ainsi une exception au sein de la mutualité, marquée par un antagonisme ancien et profond avec le mouvement syndical, en faisant le lien entre syndicalisme et mutualité.

Parmi les sociétés de secours mutuels enseignantes constitutives de la MGEN, l'Union nationale des sociétés de secours mutuels d'instituteurs et d'institutrices

de France et des colonies (UNSSMI ou union des sanas) et l'Antituberculeuse de l'Enseignement public de la Seine lui ont légué trois œuvres sociales créées au début du siècle: les deux *sanatoria* de Sainte-Feyre (Creuse) et de Saint-Jean d'Aulps (Haute-Savoie), mis en œuvre en 1906 et 1932 par l'UNSSMI et le dispensaire antituberculeux de la rue du Commandant Lamy, à Paris (XI<sup>e</sup>) fondé en 1902 par l'Antituberculeuse de l'Enseignement de la Seine. À partir de ce petit héritage, la MGEN met en œuvre un réseau d'établissements médico-sociaux à la pointe du progrès médical. Ces établissements s'inscrivent dans un groupe de structures médico-sociales méconnu, celui des établissements privés à but non lucratif, qui se distinguent à la fois des hôpitaux publics et des centres de soins privés à but lucratif. La lutte antituberculeuse est bientôt complétée par d'autres terrains d'action: la psychiatrie, le troisième âge, le handicap, la convalescence et la rééducation fonctionnelle, ainsi que des centres médicaux. L'objet de cette thèse était de retracer l'évolution des établissements mutualistes depuis leurs plus lointaines origines et de voir comment et pourquoi la MGEN est devenue l'un des fers de lance du progrès médical en France, à partir des années 1950. Ces établissements ont en effet été le terrain d'expérimentations sociales ou médicales inédites: parmi elles, citons les consultations d'orthogénie mises en œuvre au sein du centre médical de Paris en 1962 – soit sept ans avant la légalisation de la contraception – ou la psychiatrie sociale, expérimentée dans le dispositif psychiatrique organisé autour de l'Institut Marcel Rivière (La Verrière), à une époque où les asiles étaient encore largement prédominants dans le dispositif psychiatrique français.

Il s'agissait aussi de mettre en évidence le programme idéologique de la MGEN concrétisé par ses œuvres sociales: créées à partir des cotisations mutualistes, ces dernières incarnent parfaitement le principe de solidarité mutualiste. Elles représentent aussi un instrument pour la mise en œuvre d'un « *socialisme appliqué* » [M. RIVIÈRE, « Assemblée générale de Colmar, 1949 », *Bulletin de la MGEN*, sept.-oct. 1949, p. III.], principe cher au président fondateur de la MGEN, Marcel Rivière. Considérés comme des armes contre les excès du capitalisme et du libéralisme, ces établissements s'inscrivent dans un projet politique, qui se caractérise par le refus des inégalités sociales, l'humanisation et la démocratisation de l'accès à une médecine de pointe. On y retrouve les échos du syndicalisme enseignant, transcrits en termes mutualistes et sur le terrain de la santé. Porteurs d'un programme idéologique qui les distingue des autres hôpitaux, ces établissements se singularisent aussi par les activités sociales et culturelles qui sont organisées en leur sein, et qui créent une collectivité et une vie socio-culturelle spécifique. Une autre problématique de cette thèse était de comprendre comment les militants de la MGEN, enseignants syndicalistes, sont parvenus à devenir des

gestionnaires d'établissements et des « patrons sociaux », à la tête de près de 9000 salariés dans les années 1980. Autrement dit, il s'agissait d'analyser les modalités de la rencontre entre des patrons syndicalistes et leurs salariés, eux-mêmes organisés au sein d'organisations syndicales. Toutes ces pistes de recherche nous ont permis de comprendre en quoi la MGEN proposait une nouvelle offre de soins, en alternative à la pratique libérale de la médecine.

ARNAUD Patrice, *Les travailleurs civils français en Allemagne pendant la Seconde guerre mondiale (1940-1945), travail, vie quotidienne, accommodement, résistance et répression*, Thèse sous la direction de J.-L. Robert, univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CHS, 2006, 5 vol., 1942 p., [T 1360 ARN 1 à 5]

Ma thèse a été soutenue à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le 11 décembre 2006 devant un jury constitué de M<sup>me</sup> Helga Bories Sawala et MM. Jean Quellien, Denis Peschanski, Antoine Prost, Jean-Louis Robert (directeur) et Henry Rouso qui lui a décerné la mention très honorable avec les félicitations. Mon travail a porté sur un groupe d'environ un million de Français. Sans me limiter à une histoire des différents groupes (volontaires, requis, prisonniers transformés) en établissant une meilleure chronologie des départs et des flux de retour, j'ai voulu entreprendre une thèse d'histoire sociale qui se situe dans la lignée des travaux de l'*Alltagsgeschichte* initiée par Alf Lüdtke et propose une histoire du quotidien de ces populations en temps de guerre, de leurs conditions de vie à leurs conditions de travail, sans négliger d'analyser leurs comportements (attitudes au travail, comportements politiques, appréhension des autres nationalités et de la population allemande) ni leur exploitation, comme main-d'œuvre, par l'économie du troisième Reich ou les politiques répressives mises en place par le régime pour la discipliner. Je me suis appuyé sur des sources diverses car il importait de préserver le rôle de l'archive sans négliger l'apport irremplaçable du témoignage qui permet de la nuancer et de mettre au jour des espaces invisibles à l'historien. J'ai eu recours essentiellement aux dossiers des différents échelons de la justice nationale-socialiste, des tribunaux de première instance au tribunal suprême du peuple, et aux archives de la Gestapo qui m'ont permis d'analyser les rapports entre la police secrète et les entreprises ou les organismes en charge de la main-d'œuvre, mais ces archives, très riches pour étudier la politique répressive ou les modalités d'expression de la déviance chez les ouvriers étrangers, ont été complétées par cent cinquante témoignages écrits d'inégale longueur, une quinzaine de témoignages oraux et une trentaine de questionnaires. Pour me défier d'un éventuel effet de sources, il m'a fallu mettre en lumière les effets de reconstruction de la mémoire, composer avec les engagements associatifs d'anciens cadres de la

fédération des requis dont le discours pouvait être parfois plus institutionnel que personnel et redresser mes échantillons en insistant sur la singularité des témoignages ouvriers largement sous-représentés. La décision, assumée, de ne pas m'enfermer dans une catégorisation trop simpliste, tant au niveau des opinions que de la définition de mes différents sous-groupes, ainsi que la volonté de redonner toute sa place à l'individu et à la complexité de ses choix, parfois divergents en fonction de l'évolution de la guerre, expliquent la longueur inhabituelle de mon travail (1942 p.). Si certains historiens expriment leur lassitude à l'égard de la notion de « zones grises » de Primo Lévi et souhaiteraient parfois revenir à des idéaux-types plus simples, entre résistance et collaboration, pour décrire l'attitude des populations civiles, mon choix a été de démêler les accidents de parcours et la non-linéarité des engagements et d'expliquer en quoi l'expérience vécue dans le Reich a influencé les représentations de ces Français.

Au niveau quantitatif, le nombre de requis tournerait autour de 600000, tandis que celui des volontaires, longtemps sous-évalué, s'élèverait à plus de 250000, dont 80000 femmes. Aussi négligés, les flux de retour furent importants, dont cent mille permissionnaires. Contrairement au regard souvent porté, j'ai affirmé que le volontariat était d'abord et avant tout une expatriation économique, même s'y mêlaient parfois de la curiosité, une attirance idéologique, et, pour les femmes, une volonté de rupture avec le milieu familial. Si les volontaires recourent davantage à la délinquance et s'engagent plus facilement, pour une petite fraction d'entre eux, dans la collaboration, ils adoptent souvent les mêmes attitudes d'opposition au travail que les requis et beaucoup, chez les hommes, reviennent déçus de leur expérience. Les femmes sont l'objet d'un profond rejet, mais le mythe de la prostituée, repris par les militants catholiques, ne correspond en rien à la réalité d'un prolétariat urbain à faible qualification professionnelle, dont beaucoup sont très jeunes, voire mineurs. Les requis, quant à eux, ne forment pas une famille aussi unie qu'ils l'ont prétendu et les jeunes diplômés du STO, nombreux dans l'après-guerre dans la direction de la Fédération Nationale des Déportés du Travail, ne s'entendent pas toujours avec les ouvriers de la Relève, auxquels ils reprochent parfois de transférer de l'argent en France. À l'inverse, les ouvriers ont du mal à expliquer aux étudiants les codes du labeur en usine qui n'étaient pas exclusifs de stratégies de défense de soi (retard, absence injustifiée, séjour aux toilettes, simulation de maladie, voire mutilation, travail bâclé ne prenant que rarement la forme du sabotage volontaire). Les affinités régionales ou professionnelles, à l'origine des regroupements dans les baraques, offraient un cadre plus sécurisant pour l'individu menacé par la délation. Dans les usines, la bonne entente dépendait du processus de travail, si bien qu'il n'était pas rare qu'un

Français s'entend mieux avec un collègue allemand qui travaillait au même rythme qu'avec un étranger qui forçait la cadence. Politiquement, le soutien écrasant des Français aux Anglo-Américains, la collaboration restant le fait d'une infime minorité, n'exclut pas la critique virulente de la lenteur de leurs armées ou des bombardements massifs, qui touchent d'abord les civils et ont un impact faible sur l'industrie. La propagande allemande n'est pas sans effet sur eux, notamment dans l'appréhension de l'Armée Rouge dont les exactions sont souvent redoutées au point que beaucoup préfèrent obéir aux ordres d'évacuation. Quant à la politique répressive, elle est d'abord le fait de l'employeur qui utilise majoritairement les moyens internes à sa disposition comme les avertissements et les amendes. Certains répugnent même à recourir à la Gestapo, car ils craignent de ne pas récupérer leur personnel. Toutefois, l'envoi dans les camps de rééducation au travail constituait le moyen le plus efficace et le plus répandu de combattre toute forme d'opposition au travail, mais aussi, parfois, de petite délinquance, voire d'opposition politique, et l'employeur était en théorie assuré de pouvoir réemployer un ouvrier fortement marqué par son internement. Les conditions d'existence étaient comparables à celle des camps de concentration et seule la durée d'internement, de trois semaines à trois mois, permettait d'y survivre, même si le taux de mortalité put y être localement élevé. Ma thèse a enfin permis de nuancer l'image d'une catégorie ostracisée dans la mémoire collective et de revenir sur la logique de concurrence des victimes qui explique l'incompréhension croissante entre requis et concentrationnaires dans l'après-guerre. Celle-ci se traduit parfois dans les récits d'anciens requis soit par une certaine surenchère ou justification patriotique, soit par l'expression d'une aigreur, notamment envers les pouvoirs publics accusés d'avoir nié leurs souffrances.

JULIEN ÉLISE, *Paris, Berlin: la mémoire de la Première Guerre mondiale (1914-1933)*, Thèse de doctorat d'histoire en cotutelle franco-allemande [J.-L. Robert / J. Kocka], université Paris 1/université libre de Berlin, 2007, 2 vol., 639 p.

Cette thèse étudie la mémoire de la Première Guerre mondiale à Paris et à Berlin de 1914 au début des années trente. Elle pose la question suivante: y a-t-il une mémoire de la guerre qui soit spécifique de Paris et Berlin? Cette question relève d'une relation dialectique entre les capitales et la mémoire: la mémoire de la guerre transforme-t-elle les capitales? Les capitales contribuent-elles à la mémoire de la guerre? Afin de mieux répondre à ces questions, leur traitement est comparatif entre Paris et Berlin, capitales de deux pays européens continentaux voisins qui ont aussi été deux des principaux belligérants.

La mémoire collective, par sa faculté à révéler des conflits et à fonder des identités, présente un observatoire intéressant pour analyser les effets de la guerre sur les sociétés et leurs modes de gestion du passé. Or cette mémoire s'organise à différents niveaux, qui se trouvent précisément juxtaposés au sein des capitales: le local y est directement au contact du national, alors même que ces villes comptent des acteurs spécifiques de mémoire qui ont aussi leur existence autonome. L'articulation de la mémoire de la guerre par l'histoire urbaine rend alors possible une lecture du sujet à travers une grille spatiale qui permet de décliner différents niveaux d'analyse: celui de la capitale comme symbole de la nation, celui de la grande ville appréhendée dans sa globalité, celui de la ville comme réseau d'institutions sociales et comme espace hétérogène d'expériences. Ainsi, l'étude de la mémoire de la Première Guerre mondiale à Paris et à Berlin permet d'obtenir une série de résultats comparatifs.

Au niveau national, de profondes divergences se font jour entre la France et l'Allemagne dans la mémoire de la guerre. Après les similitudes du temps de guerre, révélatrices d'une communauté relative d'expérience, les situations de ces pays dans l'après-guerre débouchent en France sur la mise en place d'une mémoire dominante, même si elle n'empêche pas les dissidences, et en Allemagne de mémoires concurrentes, tant les divisions sont profondes et l'absence de consensus criant.

Paris et Berlin s'inscrivent pleinement dans leur cadre national respectif, et pourtant les convergences sont frappantes entre les deux villes, du fait de leurs spécificités communes en tant que capitales et métropoles. D'une part, ces villes sont susceptibles d'offrir à des mémoires particulières une caution nationale et celle-ci y est spécialement recherchée. D'autre part, la concentration des marques de mémoire a tendance à conforter ces villes dans un rôle toujours plus exclusivement national. On assiste donc à une sorte de nationalisation réciproque de la mémoire par les capitales et des capitales par la mémoire. Cette nationalisation est particulièrement visible à l'étude des monuments nationaux qui voient peu à peu le jour. En revanche, les groupes organisés à l'échelle de chacune des deux villes et qui pourraient vouloir assumer leur part mémorielle de la guerre n'agissent en réalité pas prioritairement au niveau des villes, se contentant de reprendre à leur compte, dans leur domaine respectif, le rôle dirigeant assumé par les capitales pour l'ensemble du pays. Et si les institutions municipales prennent incontestablement des initiatives en faveur d'une mémoire unitaire à l'échelle des capitales, leurs réalisations, inégales entre Paris et Berlin, demeurent fragiles dans les deux cas.

L'analyse des configurations très locales à Paris et à Berlin, pour sa part, fait

apparaître tout à la fois une grande diversité à l'intérieur des deux agglomérations et un certain nombre de convergences entre les deux villes. Dans les deux cas, de nombreux acteurs s'organisent au sein de multiples communautés locales de mémoire. Celles-ci s'avèrent indispensables pour encadrer l'expression d'un besoin de mémoire des individus à l'échelle locale et leur activité tend à renforcer les liens communautaires entre les vivants. Elles assument alors un rôle d'initiatrices bien plus qu'elles ne sont les relais d'une mémoire défaillante à l'échelle des capitales. Dans les deux cas également, les mémoires, dès lors qu'elles sont fondées sur des ancrages territoriaux, présentent des convergences dans leur organisation et leur répartition spatiale. Il est frappant qu'une opposition entre centre et périphérie se retrouve avec force à Paris comme à Berlin. Cette opposition est significative de l'hétérogénéité des identités territoriales au sein de l'espace urbain des capitales. Les monuments aux morts, prioritairement (à Paris) ou exclusivement (à Berlin) érigés en périphérie, attestent ainsi que le besoin d'une mémoire locale, territoriale, est plus fort dans la périphérie, tandis que les identités s'avèrent davantage problématiques dans le centre des deux villes.

Il apparaît *in fine* que les capitales font montre d'une mémoire urbaine directement en lien avec la mémoire nationale, mais qu'elles possèdent également des caractéristiques politiques, sociales et culturelles spécifiques qui débouchent de part et d'autre sur une identité problématique et sur des difficultés à élaborer et imposer une mémoire forte de la guerre. Le besoin de mémoire des individus s'exprime bien davantage à une échelle très locale, où malgré la diversité des configurations, certaines communautés locales ont été plus pertinentes et plus efficaces que les capitales elles-mêmes pour la construction d'une mémoire urbaine qui relève de Paris et Berlin. En prenant en compte la diversité des échelles d'analyse, la comparaison appliquée aux capitales a permis de proposer une révision de l'approche nationale en portant le regard à la fois en deçà de la nation (par l'histoire urbaine) et au-delà d'elle (par l'histoire comparée).

SOULIÉ Stéphan, *La philosophie en république: la Revue de métaphysique et de morale et la Société française de philosophie (1891-1914)*, Thèse sous la direction de Pascal Ory, univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CHS, pp + annexes

Thèse d'histoire, sous la direction de Pascal Ory, soutenue le 11 décembre 2006 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Membres du jury: Christophe Charle, François Dosse, Pascal Ory, Christophe Prochasson et Frédéric Worms.

La *Revue de métaphysique et de morale* a été fondée en 1893 pour favoriser la renaissance de la spéculation philosophique dans le double rejet du mysticisme et du positivisme. Bien que née, à l'image de petits périodiques littéraires d'avant-

garde, comme une « *revue d'amis* », elle manifeste, dès le début, des ambitions académiques. Ses jeunes fondateurs – Xavier Léon, Elie Halévy et Léon Brunschvicg – veulent donner un « *organe* » à la philosophie française: ils entendent défendre les prérogatives de la « *philosophie proprement dite* », menacée par la spécialisation des savoirs et l'impérialisme des sciences. Très marqués par l'enseignement reçu d'Alphonse Darlu au lycée Condorcet, ils se promettent d'être « *rationalistes avec rage* ». Mais si Xavier Léon, le directeur de la publication, ne renonce pas au titre provocateur de la revue (le terme « *métaphysique* » semble susciter quelques inquiétudes au sein de la communauté des contributeurs-lecteurs potentiels), il ne fonde pas une « *revue de chapelle* » dissidente au service d'une doctrine exclusive. Le caractère générationnel du projet est d'emblée fortement atténué par le choix de donner la parole aux philosophes confirmés. De plus, en sollicitant savants et mathématiciens, la *Revue* doit rassurer ceux qui pourraient interpréter sa fondation comme la volonté de combattre l'esprit scientifique.

Xavier Léon a pris la direction du projet après avoir précocement renoncé à une carrière universitaire. De leur côté, Brunschvicg et Halévy ont associé à l'entreprise les plus proches de leurs condisciples de l'École normale supérieure (notamment Célestin Bouglé et le futur Alain). La direction de la *Revue*, largement bi-céphale – tant l'influence d'E. Halévy sur X. Léon est grande – pratique une politique éditoriale ouverte et recherche la collaboration des aînés tout en intégrant progressivement les jeunes pousses philosophiques prometteuses. L'institutionnalisation est rapide: la *Revue* est à l'initiative de la grande édition « Adam-Tannery » des œuvres de Descartes, en relation étroite avec le ministère de l'Instruction Publique et l'Université. Suivent l'organisation du premier Congrès international de philosophie (1900) et la fondation de la Société française de philosophie (1901). Xavier Léon, « *administrateur* » de la Société, est ainsi devenu en quelques années un entrepreneur philosophique de dimension nationale et européenne. Ce représentant du franco-judaïsme, issu de la haute bourgeoisie économique, disposait d'une fortune familiale qui lui permettait de se consacrer pleinement à son œuvre de médiateur. En « *philosophe sociable* », il tenait salon et ses travaux sur Fichte lui apportèrent la reconnaissance académique qui lui manquait en tant que producteur.

Durant cette « Belle époque » des sociabilités philosophiques, la *Revue* et la Société ont institué une petite république philosophique qui a stimulé la controverse réglée, favorisé le dialogue avec les sciences et forgé des outils au service d'une communauté en voie d'organisation comme le monumental *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* dirigé par André Lalande et l'éphémère *Bibliographie annuelle de la philosophie française*. La Société et la *Revue* ont été, par



ailleurs, deux organes de défense de la légitimité sociale de la philosophie comme discipline scolaire. La réception du bergsonisme manifeste leur participation ambivalente à la régulation des controverses. On ne peut réduire l'esprit des deux institutions à la défense de la « tradition philosophique » ébranlée par la « *philosophie nouvelle* » de Bergson: elles défendent un « *spiritualisme rationaliste* » ou un « *idéalisme critique* » opposés au bergsonisme, mais sans ostracisme. La *Revue* et la Société ont d'ailleurs contribué au rayonnement de la pensée du philosophe de l'intuition et à l'intégration dans le champ philosophique d'un de ses « *disciples* » majeurs: Edouard Le Roy. Elles furent, dans le même temps, très critiques à l'égard des instrumentalisation idéologiques d'une pensée dont la « *vogue industrielle* » éveillait le soupçon.

La communauté philosophique ainsi instituée comme société des esprits pacifiée entendait défendre et rationaliser les principes républicains. La *Revue de métaphysique et de morale* fut une revue de dreyfusards dont Elie Halévy mobilisa le réseau. Les débats ouverts dans la rubrique « *Questions pratiques* » témoignent du souci d'approfondir l'idée démocratique et républicaine (ainsi l'exemplaire discussion sur la « *crise du libéralisme* » à propos des lois scolaires du Bloc des gauches). De direction très « *Judéo - protestante* », laïque et anticléricale, la *Revue* n'en a pas moins contribué à l'intégration des protagonistes de la « *crise du catholicisme* » dans le champ philosophique en ouvrant ses pages à la provocation moderniste. Parallèlement, le diagnostic partagé d'une « *crise morale* » conduisait les philosophes-professeurs à réfléchir sur les « *conditions d'efficacité de la morale laïque* ». Enfin, déception démocratique et question sociale imposaient une réflexion sur les réformes appelées par l'inachèvement de la République. Xavier Léon voulait « *rattacher* » la politique à la philosophie... Mais ce volontarisme philosophique ambitieux qui rappelait celui de la *Critique philosophique* de Renouvier fut en partie déçu: la Société française de philosophie n'était pas en mesure de constituer, de toutes pièces, une morale pour la République et la *Revue de métaphysique et de morale* ne donna pas naissance au laboratoire critique des réformes que son directeur aurait voulu fonder.

GAUTHIER Christophe, *Une composition française. La mémoire du cinéma en France des origines à la Seconde guerre mondiale*, Thèse sous la direction de Pascal Ory, univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CHS, 2 vol. 680 p.

Avant même l'invention du cinématographe, la « photographie animée » est précocement investie d'enjeux de mémoire. Au conflit qui oppose Etienne-Jules Marey et Georges Demy se succèdent jusqu'à l'orée des années 1930 de très violents débats entre partisans de Marey et défenseurs de Lumière. L'enjeu principal

de cette querelle est la place du cinéma dans la nation. Le discours sur la légitimation artistique du cinéma se développe après 1918. C'est le temps des cinéphiles qui cherchent à exhausser le cinéma au rang des beaux-arts. L'avènement du parlant marque un coup d'arrêt brutal au développement des théories qui avaient fait florès pendant les années 1920, mais la plupart des cinéphiles, devenus historiens du cinéma, restent attachés à des modalités d'analyse nées à l'époque du muet. Enfin, les instruments du patrimoine cinématographique émergent dès avant l'apparition du parlant. Les cinémathèques scolaires mettent en place des pratiques qui se développeront à partir des années 1930, lorsque le mouvement des cinémathèques trouvera en France un premier aboutissement avec la quasi-officialisation de la Cinémathèque française. C'est à la faveur de ce « dispositif patrimonial » qu'émerge une nouvelle manière d'écrire l'histoire du cinéma, dont Georges Sadoul est l'emblème.

LIATARD Séverine, *Colette Audry (1906-1990). Une femme intellectuelle au XX<sup>e</sup> siècle. Engagements et identités*, Thèse sous la direction de Pascal Ory, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CHS, 559 p.

Thèse de doctorat d'Histoire présentée et soutenue le 12 janvier 2007.

Née en 1906 et décédée en 1990, Colette Audry investit son siècle de part en part. Sévrienne, agrégée de lettres modernes et enseignante de profession, elle choisit le syndicalisme comme première école politique dans les années 1930, puis s'engage à la SFIO dans la tendance socialiste révolutionnaire dirigée par Marceau Pivert. La montée du fascisme l'incite à se mobiliser au sein du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA), laboratoire intellectuel du front populaire à venir. Dès ses premiers engagements, elle milite dans des organisations qui s'inscrivent en marge des centres de pouvoir: soit parce qu'elles se définissent comme des structures meta-politiques, soit parce qu'elles sont minoritaires et contestent la direction dont elles dépendent. Après la seconde guerre mondiale, Colette Audry publie ses premiers récits littéraires chez Gallimard et achève l'écriture de sa pièce de théâtre *Soledad*. Durant cette période, elle initie avec d'autres divers collectifs intellectuels tels que des revues comme *Les Temps modernes* et plus tard *Arguments* ou des hebdomadaires tels que *France Observateur*, des groupes de réflexion comme Cercle ouvert. Politiquement, elle s'inscrit dans cette nouvelle gauche neutraliste à la recherche d'une alternative entre les deux blocs et entre les deux grands partis de gauche. Au moment de la guerre d'Algérie, elle prend sa plume pour dénoncer ce conflit colonial entaché par la violence de la répression et l'usage de la torture. À l'automne 1962, elle se retrouve sur le devant de la scène: elle est l'une des candidates du PSU aux législatives et obtient le prix

Médecis pour son livre *Derrière la baignoire*. Enthousiasmée par la sortie du *Deuxième sexe* en 1949, Colette Audry devient une adepte du féminisme beauvoirien. Elle s'engage quelques années plus tard, en faveur du contrôle des naissances, participe à la création, au début des années 1960, d'un laboratoire d'idées socialistes et féministes, le Mouvement démocratique féminin (MDF), signe le manifeste des 343 mais ne participe pas au MLE. Son engagement féministe se déploie aussi bien dans la sphère politique – le combat des femmes étant relié d'après sa perspective à la lutte pour le socialisme – que dans la sphère culturelle, puisqu'elle dirige la première collection « femme » aux éditions Denoël-Gonthier. Elle porte également un regard sur la condition des femmes et l'inégalité entre les sexes dans ses propres œuvres littéraires ou dans son travail de scénariste pour le cinéma.

Dans le nouveau parti socialiste dirigé par François Mitterrand à partir de 1971, elle travaille aux côtés de Jean Poperen. Elle siège au comité directeur du parti pendant plus de dix ans et s'investit dans son secteur formation, puis collabore à l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER) qui a pour fonction d'alimenter la réflexion théorique du PS. Les dernières années de sa vie, elle se consacre davantage à la littérature. En l'espace de sept ans, elle publie trois récits littéraires et entame une relation épistolaire quasi-journalière avec François Durand-Gasselin, un moine bénédictin.

Ce travail biographique, à la croisée de l'histoire des intellectuels et de l'histoire des femmes, analyse la manière dont une femme devient une intellectuelle au XX<sup>e</sup> siècle dans un contexte où l'accès des femmes au pouvoir, politique et culturel, reste problématique. Cette recherche présente dans un premier temps une mise en perspective chronologique de l'itinéraire de Colette Audry en examinant certaines de ses prises de position et les lieux de sociabilité qui conditionnent toute élaboration intellectuelle et le rapport au politique. Dans un second temps, il s'agit d'interroger les processus de construction de cette identité d'intellectuelle à travers quatre postures: celles d'enseignante, de militante politique, de femme de lettres et de féministe. Ces réalités qui s'entrecroisent construisent son identité d'intellectuelle et de femme. À partir de l'observation de ces représentations éclatées dont les différentes manifestations reflètent le temps qui passe et les processus de construction de soi, nous pouvons déceler les conflits et les formes de consensus – avec l'autre sexe, avec soi-même et avec la société dans son ensemble – que suscite la position d'intellectuelle pour une femme de cette génération. La trajectoire de l'intellectuelle et les stratégies déployées pour s'accomplir et obtenir une reconnaissance sociale en tant que telle se situent également au cœur de notre problématique. Dans cette perspective, la question de l'engagement féministe est

centrale puisque ce champ est presque exclusivement investi par les femmes et qu'il alimente la transgression nécessaire au processus d'individuation et de construction de l'identité d'intellectuelle.

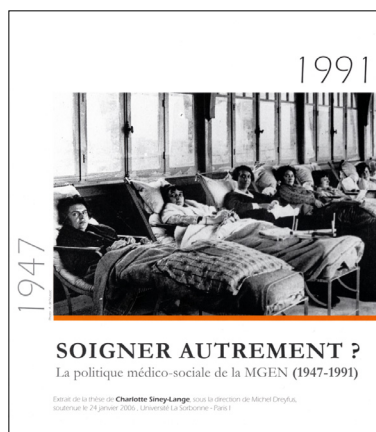
### édition de thèses

Un extrait de la thèse de Charlotte Siney, *La politique médico-sociale de la MGEN: soigner autrement?, 1947-1991*, soutenue en 2006 dans le cadre du chs sous la direction de Michel Dreyfus a été publiée aux éditions de la MGEN sous le titre:

#### ***Soigner autrement? La politique médico-sociale de la MGEN (1947-1991)***

MGEN, 2007, 156 p.

Créée le 8 décembre 1946 à l'initiative de militants du Syndicat national des instituteurs (SNI), par la fusion de l'ensemble des sociétés de secours mutuels d'instituteurs locales et nationales apparues en France au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (MGEN) devient rapidement une des plus importantes mutuelles françaises, mais aussi l'une des plus dynamiques, notamment au plan médico-social. Héritière de trois établissements antituberculeux créés au début du XX<sup>e</sup> siècle, elle se lance dans une vaste politique de création d'établissements médicaux et sociaux porteurs d'un programme idéologique: par ses « œuvres sociales », telles qu'on les nomme jusqu'aux années 1980, la MGEN cherche à offrir une alternative au modèle libéral de la pratique médicale. Elle tend aussi à lutter contre l'inégalité et l'injustice sociale engendrées par la maladie. En reprenant les grandes lignes d'une thèse soutenue en janvier 2006, cet ouvrage cherche à montrer comment la MGEN est parvenue, à partir du début des années 1950, à devenir le fer de lance de l'action médicale en France, grâce à un réseau d'établissements hors norme et à destination de catégories de malades délaissés de la société, tels les tuberculeux, les malades mentaux, les personnes âgées et les handicapés.



## prix Jean Maitron

### Liste des mémoires présentés au prix Jean Maitron 2007

- ARNAULT Paul, *Psychologie et pouvoir en France. Une histoire sociale de la psychosociologie appliquée à la productivité (1945-1965)*, Master, L. Pinto, EHESS, 2007, 135 p.
- BERTRAND Fabrice, *Recherches sur la société pédagogique vaudoise 1856-1947*, Master, J. Girault, université Paris 13, 2006, 180 p.
- BLOUIN Arnaud, *Pacifisme et antifascisme dans la revue syndicaliste révolutionnaire « La Révolution prolétarienne » (1925-1939)*, Master 2, R. Fabre, université de Nantes, 2007, 205 p.
- CHAIGNAUD François, *L'affaire Berger-Levrault: le féminisme à l'épreuve (1897-1905)*, Master 2, N. Edelman, université Paris X-Nanterre, 2007, 280 p. + 154 p. d'annexes.
- CHAMPEAU Thomas, *LIP: le conflit et l'affaire (1973)*, Master, Y. Cohen, EHESS, 2007, 212 p.
- CIONINI Valentin, *L'Union Anarchiste face à la guerre d'Espagne. De la solidarité politique et matérielle au Front Révolutionnaire*, Master 1, I. Renaudet, université de Provence, 2007, 72 p.
- DELATTRE Roland, *L'affirmation progressive d'une République laïque et sociale à Boulogne-sur-Mer et à Calais (1879-1914)*, Master 1, B. Béthouart, université du Littoral, Boulogne-sur-Mer, 2007, 364 p.
- DOSQUET Emilie, *L'image de l'Etat social allemand sous la République Weimar. De la recherche d'une légitimité (1919-1933)*, Master 1, F. Georgi et S. Kott, université Paris 1, 2007, 145 p.
- GARIAZZO Julia, *Le négationnisme « de gauche » en France de 1978 à la fin des années 1990*, Master 2, C. Nicault, université Paris 1, 2007, 301 p.
- GRAZIOTIN Alban, *Luttes sociales, état, idéologie et ouvriers à travers l'étude de quelques grèves dans le bassin stéphanois 1910-1918*, Master, B. Carrier-Reynaud, université Saint-Etienne, 2007, 254 p. + tome 2 Annexes.
- GUIRRIEC Lucie, *Les ouvriers quimpérois dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Master 1, J.-Y. Carluer, université Bretagne occidentale, 2006, 306 p.
- LAVAUULT Akira, *Logiques de l'engagement en marge du communautarisme libanais. Militants communistes à Beyrouth*, Master 1, M. Offerlé, université Paris 1, 2007, 128 p.
- MAUGENDRE Maëlle, *De l'exode à l'exil. L'internement des républicains espagnols au camp du Vernet d'Ariège, de février à septembre 1939*, Master, A. Fernandez et S. Laurent, université de Bordeaux 3, 2007, 314 p.

- NOÉ Jean-Baptiste, *L'homme politique face à l'épreuve du changement. Le Général de Gaulle et la grève des mineurs, mars-avril 1963*, Master 2, J. Marseille, université Paris 1, 2007, 124 p.
- PASQUALINI Florian, *Les événements de Mai-Juin 68 dans le monde de l'industrie métallurgique du pays de Montbéliard*, Master, F. Marcot, université de Franche-Comté, 2006, 348 p.
- SANZ Anne-Claire, *L'éveil des voix endormies. La II<sup>e</sup> République espagnole et l'émancipation des femmes*, Diplôme IEP, M. Dubesset, IEP de Grenoble, 2007, 184 p.

#### Remise du prix, le 23 novembre 2007

La délibération du prix Maitron a été un peu perturbée par la grève des transports, mais elle a pu se tenir le 23 novembre 2007.

Seize mémoires étaient soumis au jury. Ils provenaient à égalité des universités parisiennes (deux de l'EHESS, quatre de Paris 1 dont un seulement du CHS, un de Paris 10 et un de Paris 13) et des universités de Province (Besançon, Bordeaux 3, Brest, Nantes, Saint-Etienne, IEP de Grenoble, université de Provence et université du Littoral). À l'exception d'un mémoire d'IEP, tous ces mémoires avaient été élaborés dans le cadre du master 1 ou 2, car la réforme du LMD est maintenant effective et les maîtrises ont disparu. Cependant, la différence entre master 1 et master 2 ne semble pas encore stabilisée, et le jury a décidé de continuer à prendre en considération aussi bien les uns que les autres.

Quatre très bons mémoires ont particulièrement retenu son attention. Deux d'entre eux ont été écartés malgré d'évidentes qualités pour des raisons qui méritent d'être exposées.

Le mémoire d'Anne-Claire Sanz, *L'éveil des voix endormies. La II<sup>e</sup> République espagnole et l'émancipation des femmes*, est un excellent travail qui pourrait presque être publié en l'état. Il fait une synthèse claire et complète de la littérature notamment espagnole sur le sujet, mais ce n'est pas une recherche de première main, menée à partir de dépouillements originaux; il ne peut donc guère apporter de nouveau. C'est pourquoi, malgré les qualités qu'il a appréciées dans cette présentation, le jury ne l'a pas retenue.

Le mémoire d'Émilie Dosquet, *L'image de l'Etat social allemand sous la République de Weimar. De la recherche d'une légitimité (1919-1933)* posait un problème que le jury n'avait encore jamais rencontré et qui s'explique par le passage

des anciennes maîtrises aux masters. Il est possible en effet aujourd'hui aux étudiants d'organiser leur recherche en deux temps dans la continuité du master 1 au master 2. Ce n'est pas une obligation, et certains mémoires de master 1 exposent des recherches achevées. Mais, très légitimement, celui d'Emilie Dosquet apparaît plutôt comme une première étape, un préliminaire. Il présente en effet un état des lieux, avec une bibliographie critique impressionnante, qui augure bien de la suite et donne envie de la connaître. Excellent dans son genre, il souffre de son caractère préparatoire, qui le rend en outre difficilement publiable.

Les deux mémoires qui ont été au centre des débats se distinguaient dès le premier examen, ce que le jury tient à signaler car c'est assez exceptionnel. Ils portent sur deux sujets très différents, mais qui tous deux correspondent parfaitement aux objectifs du prix. Celui de François Chaignaud, *L'affaire Berger-Levrault: le féminisme à l'épreuve (1897-1905)*, dirigé à l'université Paris 10 par Nicole Edelman, reprend l'examen d'un épisode connu, à partir d'archives nouvelles. Le syndicat des typographes ayant refusé d'admettre des femmes, des "typotes", celles-ci avaient créé un syndicat distinct. En 1901, lors d'une grève des typographes de Nancy, l'imprimerie Berger-Levrault fait appel à des typotes qu'elle embauche au tarif revendiqué par les grévistes. Considéré comme "jaune", le syndicat des typotes est exclu de la Bourse du Travail. Il demande sa réintégration qu'il obtient à la suite d'une décision du Conseil d'Etat. On voit aussitôt quel extraordinaire analyseur des relations de genre constitue cet épisode. F. Chaignaud l'exploite avec beaucoup de finesse et de pénétration, apportant ainsi à l'histoire du féminisme et du syndicalisme une contribution de premier plan. Le jury, lié par son règlement qui exclut de décerner le prix *ex aequo*, a décidé unanimement de lui accorder une mention spéciale.

Il lui a cependant préféré à une très nette majorité le mémoire de Maëlle Maugendre, *De l'exode à l'exil. L'internement des républicains espagnols au camp du Vernet d'Ariège, de février à septembre 1939*, dirigé à l'université de Bordeaux II par A. Fernandez et S. Laurent. Ce mémoire qui présente les mêmes qualités d'intelligence historique lui paraissait en effet publiable en l'état, alors que celui de F. Chaignaud, dont le jury souhaite qu'il trouve, lui aussi, un éditeur, aurait demandé à être un peu raccourci.

Antoine PROST

### Rapport sur le master couronné en 2007

Maëlle MAUGENDRE • *De l'exode à l'exil, l'internement des républicains espagnols au camp du Vernet d'Ariège, de février à septembre 1939*, sous la direction de A. Fernandez et S. Laurent, université de Bordeaux 3, 2007, 200 p. + 11 p. d'annexes

Mademoiselle,

Votre introduction, d'une attachante sincérité, éclaire à la fois le choix de votre thème, votre démarche intellectuelle faite de rigueur dans l'investigation et l'analyse et de souci d'objectivité, à quoi s'ajoute la clarté de l'écriture: on vous lit comme un roman, avec un intérêt constamment soutenu. Bref tous ingrédients révélateurs d'une éminente qualité d'historienne.

Le choix de votre sujet s'enracine dans votre attirance pour l'histoire « des gens qui ont lutté pour des idéaux, dont l'engagement pour une cause transforme l'histoire d'un peuple. » Ayant grandi dans une famille aux idées libertaires, c'est en écoutant votre père raconter la lutte contre le franquisme que vous avez découvert l'histoire espagnole contemporaine. Pour vous détacher de l'influence familiale, vous avez d'abord cherché un sujet hors de cette histoire, mais vous avez compris qu'une recherche historique, par l'objectivité qu'elle nécessite, vous permettrait de prendre vos distances. Dès lors vous revenez à la Guerre Civile et choisissez un sujet précis et peu étudié: la « Retirada », l'exode des combattants républicains en déroute, et plus précisément encore, leur internement. Après une visite du camp de Rivesaltes, ses baraques, son atmosphère éprouvante, vous sentez l'importance du devoir de mémoire vis-à-vis de ces lieux, seuls témoins matériels de cet épisode tragique. Vous choisissez le camp du Vernet, le moins étudié. De plus, c'est là que furent internés les miliciens libertaires de la division Durutti, le leader anarchiste mort en 1936.

Vous entreprenez alors une prospection méthodique de toutes les sources disponibles. Récolte impressionnante dans les archives départementales et nationales, de l'armée, la gendarmerie, la préfecture de police, la BDIC. Vous commentez avec précision les photos et les plans. Vous maîtrisez une imposante bibliographie. Votre mémoire présente en outre deux grandes qualités: une attention très fine à l'évolution aussi bien de la politique que des conditions de vie au camp; un souci constant de replacer le Vernet dans un cadre plus large, si bien qu'à travers ce camp précis, vous traitez le problème d'ensemble.

Votre introduction précise votre problématique à travers votre vocabulaire: « Le choix des mots est déterminant pour notre réflexion », soulignez-vous, d'autant qu'ils ont à la fois une histoire et une charge émotionnelle et politique. Il s'agit du passage de l'Exode, action de masse dans l'urgence, à l'Exil, état indivi-



duel et durable. Le lieu de cette transition c'est le camp. « Camp de concentration »? Ce terme officiellement utilisé en 39 ne saurait l'être après la barbarie nazie. Il s'agit d'un camp « d'internement. »

Votre première partie examine la politique française face à l'Exode, cette vague de 500000 Espagnols, soldats, femmes, enfants, vieillards, infirmes, qui, en plein hiver, se pressent à la frontière. Le gouvernement ne l'ouvre qu'aux civils, le 27 janvier 1939, mais se résout, le 5 février, à l'ouvrir aussi aux 250000 combattants. C'est la « Retirada ». La plupart des soldats sont parqués sur les plages du Roussillon. Mais la division Durutti, restée en arrière pour protéger l'exode des civils, sort d'Espagne à La Tour de Carol où le premier « accueil » de la France, improvisé, sans moyens, hostile, au cœur de l'hiver en cette haute altitude, est dramatiquement éprouvant.

La politique française est fluctuante. Le 10 avril 1938, Daladier a succédé à Léon Blum et l'esprit du Front populaire a fait place à une « logique de police ». Dès le 14 avril, le gouvernement met en place un nouvel arsenal pour la police des étrangers. Mais il ne s'est pas préparé à un exode massif et doit faire dresser à la hâte six camps d'internement. Celui du Vernet avait été construit en 1918 pour les troupes coloniales. Son délabrement impose une reconstruction, mais les Espagnols affluent plus tôt que prévu. Les conditions de vie dramatiques des internés, au cœur de l'hiver, relèvent de la survie. De plus pèse un lourd système de surveillance. Mais surviennent des évolutions positives: de nouvelles structures de logement, d'hygiène et de santé, rendent le camp « habitable ». Et le soutien d'une partie de la population pousse à cette évolution. Soutien d'organismes nationaux, et aussi locaux: « Comité ariégeois de secours aux réfugiés espagnols », Croix Rouge, Secours Catholique. Mais pas de traces du Secours populaire. Ainsi la vie du camp se libéralise, les journaux sont distribués et les cadres de la division Durutti y assument une responsabilité croissante.

Comment les internés font-ils face à l'enfermement? C'est votre seconde partie. Vous interrogeant sur le Vernet, camp punitif et politique, ou centre d'hébergement, vous cherchez quelque lumière dans l'organisation par les internés de leur faire face collectif à l'enfermement. Il émerge, dites-vous « à travers diverses alternatives, [...] leur permettant de dépasser le seul statut d'interné pour retrouver celui d'être pensant et agissant ». D'abord des activités politiques. Selon le commissaire spécial de Foix, si tous les internés s'informent, seule une minorité se livre à l'activisme politique. L'internement ne met pas fin aux divergences de la guerre civile: aux oppositions irréductibles entre anarchistes, communistes et trotskystes, s'ajoutent des divisions internes à chaque tendance. Le POUM tente en vain de créer au camp un Front populaire. Les communistes tentent de provo-

quer des troubles. D'ex commissaires politiques de la division Durutti alimentent les tensions. Les fractures entre anarchistes s'enveniment. Et le pacte Germano-soviétique fait exploser les querelles. Mais devant une injustice des autorités du camp, ils font face ensemble.

Le développement des activités ludiques et culturelles est l'autre voie, soutenue par les autorités priées de « tout faire pour améliorer le physique et le moral des internés. » On construit un stade, développe le sport, les arts plastiques, la musique... Un foyer est inauguré avec le film « La Bandera ». L'initiative majeure des internés atteste l'importance de la culture: ils créent de leur propre autorité, avec leurs enseignants, une école ouverte à huit cents d'entre eux, et à une centaine d'analphabètes. Une bibliothèque est constituée. Des intellectuels animent la vie culturelle. Le camp du Vernet ne peut, en définitive, être considéré comme disciplinaire. Il ne s'agit pas d'un internement répressif mais politique.

Votre dernière partie traite des trois voies de sortie de l'internement. Le rapatriement est la volonté initiale de Daladier. Mais la France est partagée, la droite appelle au départ de ces hommes en Espagne ou ailleurs, la gauche à fermer les camps mais pour intégrer les réfugiés dans l'économie française. Le gouvernement va tanguer. D'abord il envisage le rapatriement de tous, puis, devant les risques courus par certains, il renvoie les seuls volontaires. En août, il pousse de nouveau au retour général, mais Franco méfiant, parvient à imposer à celui-ci son contrôle, son ampleur et son rythme. Du fait de l'accueil décevant de la France seule une petite minorité veut y rester, une forte minorité opte pour le Mexique, et la majorité pour le rapatriement en Espagne.

Seconde voie de sortie: l'embauche dans l'économie française. Le gouvernement s'y était opposé, mais les charges de l'internement et l'approche de la guerre changent son optique. L'embauche individuelle, sous surveillance, est autorisée le 12 avril. Le 11 juillet le ministre ordonne le placement du plus grand nombre possible des réfugiés. Au Vernet les demandes sont nombreuses. Un office de placement est mis en place à Pamiers. De mi-août à mi-septembre, 400 internés rejoignent l'agriculture, 350 l'industrie et 500 les trois chantiers très durs, en haute montagne, de la Société Hydro-électrique des Pyrénées. Des « compagnies de travail » de 250 hommes, sous autorité militaire, sont en outre créées pour eux. En tout sont recrutées 79 compagnies, dont au moins 12, soit 3000 hommes, pour le Vernet.

Continuer la lutte contre le fascisme est la troisième sortie. Des miliciens estiment que leur combat commencé en 1936 n'est pas fini. Dans le conflit à venir, la France est dans le camp des démocraties et malgré le mauvais accueil qu'elle leur a réservé, certains entrent dans l'armée, dans la Légion étrangère, seule possibilité

Amphithéâtre Dupuis, rue Malher.  
Guy Putfin et Maëlle Maugendre, lauréate  
du prix Maitron 2007, le 23 novembre,  
jour de la remise du prix.



qui leur soit offerte. Mais après l'entrée en guerre, on crée pour eux un corps spécial, les « régiments de marche de volontaires étrangers » qui connaît une large adhésion: trois régiments sont constitués.

D'autres entrent dans la Résistance. À ce sujet, Mademoiselle, vous vous détournez de l'Ariège et des maquis espagnols dans ses montagnes, pour porter votre regard dans le Cantal au barrage de

l'Aigle ou un important maquis est créé par la compagnie de travailleurs espagnols affectée à sa construction. D'abord surpris, j'ai compris votre choix dû à la rencontre d'un ancien du Vernet, François Montero, qui, dans un émouvant témoignage, fait resurgir tout son parcours jusqu'à l'Aigle, la vie au village de baraquements, la création du maquis et ses actions en liaison avec la direction du barrage, elle-même intégrée à la Résistance. Enfin vous retournez en Ariège pour une ultime face de la lutte, celle de Francisco Ponzan-Vidal, instituteur d'Oviedo, militant anarcho-syndicaliste, spécialisé pendant la guerre civile dans le sabotage derrière les lignes ennemies. Interné au Vernet, il en sort clandestinement quinze fois pour aller organiser, avec les armes qu'il avait cachées sur la frontière, les premiers groupes d'intervention directe en Espagne. Puis installé comme mécanicien chez le garagiste socialiste de Varillhes près du Vernet, il organise, dès décembre 1940, en lien avec les services secrets britanniques, le principal réseau clandestin de passage en Espagne, dont vont bénéficier quelque 1500 aviateurs abattus par les Allemands, ou agents anglais, belges, français, sans compter l'extraction d'Espagne d'anarchistes en danger. Il est tué par la Gestapo le 19 août 1944.

Lorsque le camp du Vernet ferme ses portes le 23 septembre 1939, la Seconde Guerre mondiale a éclaté. Sa venue a signifié pour beaucoup de ces exilés le retour

de l'espoir. Face aux fascismes les démocraties se sont mobilisées, et nombre d'entre eux ont pris place dans ce combat. Tous espèrent que la victoire des alliés aidera à restaurer la République en Espagne, à renverser Franco.

Mon exercice, Mademoiselle, doit, après les éloges comporter quelques observations. Mais que vous dire?

Certes votre regard sur les faits, en historienne si soucieuse d'en mettre au jour toutes les faces, m'a semblé parfois polarisé par votre propre sensibilité. Mais comme votre introduction s'en est expliquée, cela n'altère en rien la qualité de votre démarche. Au contraire, tant la sincérité et la force de votre idéal de Justice et de Liberté, stimulent l'intérêt et l'attachement du lecteur à votre ouvrage jusqu'à son dernier mot.

Aurait-on pu souhaiter plus de précisions sur les conflits politiques dans le camp? Il vous eut fallu du temps et aussi des traces. Or même les archives de Foix ne savent tout vous dire.

Ainsi, faute de traces, n'avez-vous pu certifier l'aide du Secours populaire local aux internés. Je ne saurais donc vous en vouloir de n'avoir rien dit de l'activité de ma mère et de deux autres institutrices de Pamiers, au nom précisément du Secours Populaire, qui s'occupèrent de l'accueil des familles, dont la femme et la fille d'un commandant espagnol hébergées dans notre maison; ou d'autres militants du SNI, dont mon père, qui tinrent permanence pour organiser les contacts des internés avec la population; ou d'Henry Cazalé, militant du SNI, résistant, mort à Buchenwald, qui se rendait régulièrement au Vernet – parfois avec son fils, devenu mon beau-frère – pour enseigner le français à l'école du Camp. Avec bien d'autres, ils furent, cette part de la population française résolument aux côtés des républicains espagnols internés.

Maille Maugendre, vous le voyez, l'histoire du camp du Vernet est un peu, aussi, celle de ma jeunesse. C'est dire combien votre mémoire me touche. Je ne suis entré au camp qu'une fois. C'était le 23 août 1944, avec mes camarades FTP de l'Ariège, pour y conduire afin de les y incarcérer, la colonne de la Wehrmacht et la compagnie de SS qui s'étaient rendues à nous, la veille, à Castelnau, après avoir incendié le village de Rimont. Nombre d'anciens républicains internés étaient là. Debout, en armes, avec nous, sur les camions, avec leur réputation d'héroïsme parfois insensé, ces guerilleros des maquis espagnols de l'Ariège.

Rapport de Louis ASTRE, syndicaliste, au nom du jury